

30 idées pour réveiller la gauche

Une identité chamboulée

Qui est l'homme de gauche aujourd'hui ? Notre sondage révèle la diversité de ses idées et de ses attentes. Entre réel et utopie, entre collectif et individualisme, il est désormais tiraillé entre cinq familles où les désaccords se multiplient.

Par Renaud DELY

LIBERATION.FR : mercredi 6 décembre 2006

Comment peut-on être de gauche ? Au vu des espoirs évanouis, des échecs endurés et des épreuves traversées par l'homme (ou la femme) de gauche depuis un quart de siècle, la question se pose. Après avoir écrasé le paysage intellectuel de ses certitudes, de la Libération aux années 80, l'homme de gauche s'est mis à raser les murs. Les repères qui structuraient son engagement se sont effondrés un à un : l'Etat jacobin rongé d'en bas par la décentralisation, d'en haut par la construction européenne ; le communisme, englouti avec l'explosion de ses pays laboratoires ; l'Etat-providence et le « modèle social français » déstabilisés par le chômage de masse... Jusqu'à la laïcité qui, un siècle après la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, plie devant la montée des communautarismes et le renouveau des religions.

Ces quatre piliers demeurent constitutifs de l'identité de la gauche. Mais s'il en perçoit les traces, notre sondage LH2-Libération-i-Télé-Fondation Jean-Jaurès (1) montre qu'une longue pratique du pouvoir (quinze ans de gouvernement sur les vingt-quatre dernières années) soldée par le traumatisme du 21 avril 2002 a fait exploser le cadre de référence de la gauche. Décryptage d'une identité en plein désordre.

UNE GAUCHE DÉBOUSSOLÉE ENTRE RÉEL ET UTOPIES

Premier indicateur du mal-être de l'homme de gauche, 60 % des personnes interrogées jugent « dépassées » les notions de droite et de gauche. Les conservateurs ont, historiquement, du mal à assumer un clivage où, dans l'inconscient collectif, c'est le camp du mouvement qui tient le beau rôle. Il est plus inattendu qu'une telle majorité se dégage à gauche pour enterrer cette ligne de démarcation. Certes, comme le note l'historien Jean-Jacques Becker, ce « grand flou » qu'il est devenu tient aussi au fait que « l'homme de gauche a conquis au cours du XXe siècle l'ensemble de l'opinion et l'homme de droite de notre époque se trouve plus sûrement à gauche sur bien des points que beaucoup des hommes de gauche du début du siècle passé » (2). Mais à force de déchanter, la gauche s'est surtout convertie au pragmatisme. Deux tiers de ses sympathisants considèrent même qu'elle n'est « pas assez réaliste pour être crédible ». Ce grand désenchantement découle d'une désillusion globale vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie. 84 % des personnes interrogées reprochent aux partis de « ne s'intéresser qu'au pouvoir et pas aux citoyens » et à peine moins s'indignent d'être dirigées par une oligarchie. Bref, l'homme de gauche ne croit plus au « grand soir ». Les trois qualificatifs qu'il s'applique le plus volontiers sont modérés (« écologiste », « socialiste » et « laïque », plébiscités par 68 à 83 % des personnes interrogées), les étiquettes fleurant la rupture (« anticapitaliste », « libertaire », « communiste ») étant approuvées, au plus, par un tiers de notre échantillon.

Pour autant, échaudé par le passé, meurtri par le présent (80 % considèrent que notre société « va de plus en plus mal »), le sympathisant de gauche n'a pas totalement perdu foi en l'avenir : 73 % regrettent de « vivre dans un monde qui manque de rêves et d'utopies », indice que l'aspiration à un monde meilleur demeure. Dépourvu de toute ambition messianique, cet autre monde possible n'a rien de chimérique. Il tente plutôt de mieux coller au réel. Raison pour laquelle ses thuriféraires pointent le décalage des élites politiques, économiques et médiatiques avec leur époque, illustré par la faible présence en leur sein des jeunes, des femmes, des musulmans ou des Noirs. « La même gauche rêve d'utopies mais parle de réalisme, et cette dualité-là n'a probablement jamais été aussi vive qu'aujourd'hui », souligne François Miquet-Marty, le directeur des études politiques de l'institut LH2. Les mêmes sympathisants oscillent entre deux refrains qui rappellent tout à la fois le « changer la vie » de François Mitterrand en 1981 et le réalisme de Tony Blair. »

En fait, trois cultures de gauche se font face. Toutes trois sont surdéterminées par les attitudes successives de la gauche vis-à-vis de l'exercice des responsabilités, telles que les analysent l'historien Alain Bergounioux et le politologue Gérard Grunberg (3) : l'une, intègre et révolutionnaire, se caractérise toujours par le « refus du pouvoir » à l'oeuvre de 1905 à 1936 ; une deuxième, fragile et culpabilisée, est dominée par ce « remords du pouvoir » que lui a inculqué le réel entre 1936 et 1971 ; une troisième enfin,

réformiste et gestionnaire, assume son «ambition du pouvoir» depuis le congrès socialiste d'Epinay de juin 1971. Bergounioux et Grunberg décèlent ainsi dans la «démarche cahotante» du PS, «faite de pas en avant vers le pouvoir» suivis par des «retours aux sources», «le produit d'une tension permanente entre son intégration croissante au système politique français et le refus de tirer au niveau de sa doctrine et de ses principes les conséquences de celles-ci». Mais si l'homme de gauche déprime quand il s'ausculte, il se rassure quand il se compare. Une majorité pense en effet que leur camp a «de fortes chances de revenir au pouvoir dans les années qui viennent». Le résultat des six alternances droite-gauche vécues au cours des vingt-quatre dernières années.

UNE GAUCHE DÉCHIRÉE ENTRE COLLECTIF ET INDIVIDUALISME

Nostalgique mais déniaisé, l'homme de gauche succombe à la tentation de l'individualisme. Il remet en cause plusieurs des caractéristiques qui ont forgé son histoire : le poids de l'Etat et ses rigidités sont décriés et les références libérales comme les bienfaits supposés de l'intervention du privé sont réhabilités. Au nom de la recherche de l'efficacité, dessein qui s'approche de l'étendard de l'égalité au panthéon de la gauche. Les cadres collectifs explosant, le libre choix s'impose. Et le tandem liberté-responsabilité devient, pour cette nouvelle gauche, le moteur de l'organisation de la société, du système scolaire aux transports en commun (74 % des personnes interrogées se prononcent pour un service minimum en cas de grève !) ou au fonctionnement de l'administration (57 % sont favorables à des primes à l'efficacité). Le 21 avril 2002, la «droitisation» du vote de salariés modestes avait déjà traduit le rejet de l'assistantat par une partie des catégories populaires.

Partiellement réhabilitée, la «valeur travail» n'est plus vécue comme une contrainte que par 45 % des personnes interrogées contre 53 % d'avis inverse. Et l'aspiration à un certain ordre social restauré, y compris par la sanction, pousse l'homme de gauche à approuver la réduction des allocations des chômeurs qui refusent des offres d'emploi. De l'autre, la liberté individuelle érigée en idéal incite une majorité à juger «normal de désobéir à une loi ou un règlement quand on juge qu'il est injuste». Pour autant, seuls 11 % des membres de notre échantillon considèrent justifié de «recourir à l'action violente pour faire avancer ses opinions». L'heure n'est pas à l'insurrection collective à portée idéologique, mais à la révolte individuelle au nom du libre arbitre.

Sans boussole et sans cap, l'homme de gauche doute d'abord de la stratégie de la reconquête : 47 % des personnes interrogées jugent le PS trop hégémonique à gauche, 48 % pensent le contraire. Et si 53 % pronostiquent l'installation «durable» de l'extrême gauche, 54 % conjurent ces deux tribus de ne pas s'acoquiner ! Il ne perçoit pas plus clairement les pistes susceptibles de régénérer le logiciel de son camp : outre l'emploi, nombre de chantiers de nature hétérogène lui semblent «prioritaires» : comme l'environnement, le logement, les salaires aussi bien que l'éducation... De même, l'homme de gauche est-il tiraillé entre, d'une part, sa perméabilité à l'air du temps libéral qui lui fait regarder la mondialisation comme une nécessité à réguler et non plus une hydre à combattre, et, de l'autre, son souci de voir respecter l'ordre social et/ou environnemental, y compris en pénalisant les entreprises.

UNE GAUCHE ÉPARPILLÉE EN CINQ FAMILLES

En fait, plus la gauche rame, plus elle s'éclate. Depuis la naissance de la Ve République, voire depuis 1945, elle a rarement offert un visage aussi morcelé que celui qu'elle présente depuis le 21 avril 2002. Car si la guerre froide, la décolonisation, la stratégie d'union de la gauche ou encore l'exercice du pouvoir ont semé la division, à chaque fois, la gauche se scindait grosso modo en deux groupes, les «pour» et les «contre». De retour dans l'opposition, elle se ressoudait sur un programme commun minimum : non à la droite. Rien de tel, selon l'enquête de l'institut LH2. Trois ans et demi après avoir été chassée du pouvoir, la gauche est profondément divisée en cinq familles, toujours cousines mais de moins en moins voisines. L'hostilité entre les quatre principaux groupes est manifeste (voir ci-contre), le plus central, soit celui qui est le plus à même de faire la synthèse entre des aspirations divergentes, étant le moins fourni (les antiautoritaires, 8 %).

En fait, sur les principaux axes qui ordonnent le camp de la gauche depuis près de deux siècles, révolution/évolution, anti-système/pro-système, public/privé et collectif/individu, les tribus qui la composent ne cessent de s'éloigner les unes des autres. Et deux clivages sont de plus en plus structurants. Le premier, engendré par l'instabilité croissante de la «société du risque» et la montée des précarités, oppose les «pro-système», bien intégrés, aux «anti» rejetés aux marges d'une organisation qu'ils rêvent de voir à terre ; le second, nourri pour partie du précédent, oppose deux façons de se mouvoir «dans» ou «contre» ce système : l'une toujours collective, l'autre farouchement individuelle. L'effritement de ses cadres de référence incite la gauche à céder au syndrome du «chacun pour soi».

Cette gauche individualiste se décompose elle-même en deux sous-familles antagonistes.

1. Les sociaux-libéraux.

La première, la plus fournie, les «sociaux-libéraux» (30 % de notre échantillon), va plutôt bien. Jeunes, ces sociaux-libéraux, qu'on pourrait qualifier de «blairisto-strauss-kahniens», sont chefs d'entreprise ou cadres. Proches du PS et des Verts, ils ont voté Lionel Jospin ou Noël Mamère en 2002 et considèrent que le clivage droite-gauche est dépassé. Optimistes quant à leur situation personnelle, ils invitent leur camp à mettre l'accent sur la recherche de la croissance économique.

2. Les réfractaires.

A l'opposé de cette catégorie dynamique, les «réfractaires» vivent douloureusement l'époque. Cette «gauche réac» ne rejoint les sociaux-libéraux que pour rejeter un Etat jugé oppressant. Pour le reste, il s'agit d'ouvriers ou d'employés, plutôt âgés, qui redoutent la mondialisation et le progrès scientifique, dénoncent l'absence de «liberté d'expression» et exhortent la gauche à se soucier en premier lieu de la sécurité. S'ils se disent volontiers proches de LO ou de la LCR, ces «réfractaires», fortement désidéologisés, ont pu voter à l'extrême droite le 21 avril 2002. On y trouve ces «gaucho-lepénistes» découverts en 1995 par Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof).

3. Les étatistes altermondialistes.

A l'autre bout du spectre, ancrés sur un terreau public et adeptes de la «rupture», figurent deux groupes tout aussi distincts. Les «étatistes altermondialistes» (21 % de notre échantillon) se préoccupent des sujets sociétaux et déplorent que les partis «ne s'intéressent qu'au pouvoir». Convertis au concept de «bouguisme» défini par l'essayiste Pierre-André Taguieff, ces «bobos» urbains, fortement représentés parmi les professions intellectuelles, ont massivement voté oui lors du référendum du 29 mai et supplient la gauche du XXI^e siècle de se consacrer à la régulation de la mondialisation, la relance de l'Europe, l'éducation et l'environnement.

4. Les radicaux.

Tout aussi partisans de l'Etat mais, eux, viscéralement défensifs, les «radicaux» (13 %) sont issus de catégories modestes. Souvent proches du PCF et pétris de la culture Attac, ils prônent des «renationalisations». Pessimistes sur l'avenir, ils font du refrain de l'«adaptation» un synonyme de trahison, s'arc-boutent sur la défense des acquis sociaux et ont voté Hue ou Besancenot à la présidentielle.

5. Les antiautoritaires.

Esseulés, les «antiautoritaires» (8 %) semblent bien peu pour espérer générer une synthèse. Méfiants vis-à-vis de tout pouvoir dominant, ils sont «anticapitalistes» autant qu'attachés à l'Etat-nation, «socialistes» aussi bien que «libéraux». Pour rassembler ce qui est éparé, un prétendant élyséen devra ramener les tribus excentrées vers ce noyau central. A charge pour lui de répondre à des préoccupations, souvent inconciliables, qui ont toutes trait à la vie quotidienne : l'emploi, la «régulation de la mondialisation», le niveau des salaires, le contrôle de l'immigration, la santé ou encore le logement. Faute de quoi, la guerre des gauches pourrait de nouveau faire rage au premier tour de la présidentielle. Comme un remake du 21 avril 2002.

(1) Réalisé du 30 septembre au 1er octobre 2005 auprès de 866 personnes se déclarant de gauche ou proches d'un parti politique de gauche, extraites d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

(2) Histoire des gauches en France, sous la direction de Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (T1 : L'Héritage du XIX^e siècle. 588 pp., 39 euros ; T2 : XX^e siècle : à l'épreuve de l'Histoire. 780 pp., 45 euros). La Découverte, 2005.

(3) L'Ambition et le remords, les socialistes français et le pouvoir (1905-2005), d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg. Fayard, 610 pp., 28 euros.